COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 10 au 16 Septembre 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Première réunion du Comité exécutif de l'AP-COI).....4

- **Première réunion du Comité exécutif de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien – AP-COI**

Partenariat entre la COI et la JCI.....6

- **La COI et la Jeune chambre internationale (Maurice) signent un protocole d'accord**
- **Protocole d'accord entre la COI et la Jeune chambre internationale**
- **La COI s'associe à la JCI de Maurice pour soutenir les jeunes entrepreneurs**

Économie.....10

- **Augmentation des exportations de textile mauricien, de produits agricoles malgaches et de thon conditionné aux Seychelles**
- **Brexit : Une diversification intensive des marchés en réponse au <Leave>**
- **APE : évolution notable des échanges**

Élections aux Seychelles.....15

- **Élections aux Seychelles : la COI en observation**
- **Le système alphabétique pour les élections aux Seychelles, une bonne initiative, mais cela a besoin d'être révisé, disent des observateurs**
- **La COI se félicite de la bonne tenue du scrutin législatif aux Seychelles**
-
- **SEYCHELLES—ÉLECTIONS LÉGISLATIVES: La COI se félicite de la bonne tenue du scrutin**

Ambition Jeune 21

- **Ambition Jeune #3 se déroulera les 15 et 16 septembre 2016 à la MCCI Business School, Ebène, Maurice**
- **Concours « Ambition Jeunes » : à sa troisième édition**
- **Ambition Jeune #3 : le rendez-vous de la jeunesse et de l'entrepreneuriat**
- **Entrepreneuriat – Troisième édition du concours ambition jeune**
- **Ambition Jeune 3e édition à Maurice : Le Rendez-vous de la jeunesse et de l'entrepreneuriat**

Changement Climatique.....28

- **Semaine Diplomatie Climatique de L'UE ,12 -18 sep 2016 : Nous avons la responsabilité de travailler ensemble pour un monde plus durable**

Environnement.....29

- **L'Océan Indien entendu au congrès mondial de la nature**
- **La COI très remarquée au Congrès mondial de la nature**
- **La COI se distingue au congrès mondial de la nature à Hawaï**

Première réunion du Comité exécutif de l'AP-COI



Première réunion du Comité exécutif de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien – AP-COI

Le Comité exécutif de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien (AP-COI) a tenu sa première réunion le mercredi 7 septembre 2016 à Beau Vallon, Seychelles, en partenariat avec le Secrétariat général de la COI et le soutien de l'Union européenne. Cette rencontre a permis au Comité exécutif d'initier une réflexion approfondie sur le plan d'action que compte mener l'AP-COI en 2017.

Le Comité a travaillé sur les trois axes prioritaires d'intervention retenus par la Conférence Constituante de l'AP-COI à savoir (i) Paix et stabilité, (ii) Petits États insulaires en développement et préservation de l'environnement, et (iii) réflexion sur la relation UE – ACP à la fin de l'accord de Cotonou en 2020. Durant cette réunion du Comité exécutif, les parlementaires ont jugé nécessaire d'élargir le champ d'intervention de l'AP-COI à d'autres thématiques de premier ordre pour la région. Il s'agit des enjeux sanitaires et phytosanitaires, de la sécurité alimentaire notamment au travers du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnel (PRESAN) et du renforcement de la coopération avec le secteur privé des pays membres de la COI….

http://www.maurice-info.mu/premiere-reunion-comite-executif-de-lassociation-parlementaires-de-commission-de-locean-indien-ap-coi.html

Première réunion du Comité exécutif de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien – AP-COI

10 Septembre 2016

Le 8 septembre 2016, Beau Vallon, Seychelles - Le Comité exécutif de l'Association des parlementaires de la Commission de l'océan Indien (AP-COI) a tenu sa première réunion le mercredi 7 septembre 2016 à Beau Vallon, Seychelles, en partenariat avec le Secrétariat général de la COI et le soutien de l'Union européenne. Cette rencontre a permis au Comité exécutif d'initier une réflexion approfondie sur le plan d'action que compte mener l'AP-COI en 2017.



Le Comité a travaillé sur les trois axes prioritaires d'intervention retenus par la Conférence Constituante de l'AP-COI à savoir (i) Paix et stabilité, (ii) Petits Etats insulaires en développement et préservation de l'environnement, et (iii) réflexion sur la relation UE – ACP à la fin de l'accord de Cotonou en 2020. Durant cette réunion du Comité exécutif, les parlementaires ont jugé nécessaire d'élargir le champ d'intervention de l'AP-COI à d'autres thématiques de premier ordre pour la région. Il s'agit des enjeux sanitaires et phytosanitaires, de la sécurité alimentaire notamment au travers du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnel (PRESAN) et du renforcement de la coopération avec le secteur privé des pays membres de la COI.
Souhaitant battre le fer tant qu'il est encore chaud, l'Association relancée en mai dernier à Maurice, a effectué sa première activité sur le terrain avec une mission d'observation des élections législatives aux Seychelles conduite par le Président du Comité exécutif, l'honorable Freddie MAHAZOASY, Vice-président de l'Assemblée parlementaire de la République de Madagascar. Cette mission de l'AP-COI se compose de huit

parlementaires comoriens, malgaches et mauriciens. Suite à cette mission, le Comité exécutif remettra au Secrétaire général de la COI un rapport faisant état de l'appréciation des parlementaires sur le bon déroulement du processus électoral. Cette activité de l'AP-COI vise le renforcement de la paix et de la stabilité dans la région par l'enracinement de la culture démocratique.
La prochaine réunion du Comité exécutif est prévue au cours du premier trimestre 2017 en vue de valider le plan d'action finalisé avant de le soumettre à l'approbation de la Conférence des Présidents de l'AP-COI.

http://www.inforeunion.net/Premiere-reunion-du-Comite-executif-de-l-Association-des-parlementaires-de-la-Commission-de-l-ocean-Indien-AP-COI_a13490.html?com

Partenariat entre la COI et la JCI

INSIDE NEWS

La COI et la Jeune chambre internationale (Maurice) signent un protocole d'accord



La COI et la Jeune chambre internationale (Maurice) signent un protocole d'accord

La Jeune chambre internationale (JCI) de Maurice, a accueilli, les 9 et 10 septembre dernier, le sommet des Sénateurs de l'AMESA (Africa and the Middle-East Senators Association), qui avait pour thème « l'autonomisation économique des jeunes entrepreneurs : le défi du sénateur ».

A l'occasion de cette rencontre, le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, et le président de la Jeune chambre internationale de Maurice, Yudhish Rama, ont procédé à la signature d'un protocole d'accord entre la COI et la JCI Maurice, qui prévoit de développer et de renforcer les échanges entre les JCI de la région dans le domaine de la formation des jeunes entrepreneurs et dirigeants.

Le Secrétaire général de la COI, Madi Hamada, a souhaité que la COI puisse accompagner un changement des mentalités « qui nous fera passer de la création d'emplois pour les jeunes à la création d'emplois par les jeunes ». Il a de plus formé le vœu que le partenariat entre la COI et la JCI soit utilement mobilisé dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau programme d'appui au secteur privé régional, et particulièrement au bénéfice des jeunes, grâce aux ressources du 11e Fonds européen de développement. Ceci notamment au moyen d'activités en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, de la formation, du renforcement des capacités des jeunes dirigeants ou encore de l'innovation et de la recherche.

Pour le président de la JCI AMESA, Marday Venkatasamy, le partenariat entre la COI et la JCI Maurice annonce une ère nouvelle de coopération. Présente dans les cinq îles de la COI, la JCI récompense déjà au travers de concours nationaux des initiatives de jeunes entrepreneurs. Grâce à ce partenariat, il espère voir la création d'ici l'année prochaine d'un prix "Outstanding Young Person of the Indian Ocean".

De son côté, Tshebo Thiaku, le vice-président exécutif de la JCI pour l'Afrique et le Moyen-Orient, a reconnu que le chômage des jeunes est un défi de taille auquel la région doit faire face. L'entrepreneuriat peut être une solution à ce problème. Ce dernier a, en outre, souligné l'importance de l'entrepreneuriat social.

Pour le président mondial de la JCI Paschal Dike, l'entrepreneur doit innover, prendre des risques et être créatif. Citant le proverbe africain « si tu veux aller vite, marche seul, mais si tu veux aller loin, marchons ensemble », Paschal Dike a insisté sur l'importance capitale de cette

collaboration pour créer de nouvelles opportunités, tant pour la COI et la JCI que pour les jeunes entrepreneurs de la région.

http://213.171.204.204/2016/09/14/la-coi-et-la-jeune-chambre-internationale-maurice-signent-un-protocole-daccord/

Mémento

Protocole d'accord entre la COI et la Jeune chambre internationale

14.09.2016

Dans le cadre de son action en faveur de l'employabilité des jeunes, soutenue par l'Union européenne, la Commission de l'océan Indien (COI) diversifie ses partenariats avec les associations représentatives d'une jeunesse active et engagée.

C'est ainsi que le Secrétaire général de la COI, M. Madi Hamada, a signé, le samedi 10 septembre à Flic-en-Flac (Maurice), un protocole d'accord avec le président de la Jeune chambre internationale de Maurice (JCI), M. Yudhish Rama.à lire plus

http://www.memento.fr/blog_01.php?article=11354

La COI s'associe à la JCI de Maurice pour soutenir les jeunes entrepreneurs

10 SEP 2016

De gauche à droite : Le président de la JCI Paschal Dike; Yudhish Rama, President National JCI Maurice; Hamada Madi, secrétaire général de la COI et Marday Venkatasamy, le président & JCI Senator. - Jean-Michel Durand

La Commission de l'océan Indien (COI) s'est associée avec la Jeune chambre internationale (JCI) de Maurice pour soutenir les jeunes entrepreneurs de notre région.

La Jeune chambre internationale (JCI) de Maurice a accueilli le sommet des Sénateurs de l'AMESA (Afrique et Moyen-Orient). Plus de 35 délégués venus de différents pays étaient présents dont le président de la JCI Paschal Dike du Nigeria. À l'agenda des discussions : « l'autonomisation des jeunes entrepreneurs : le défi du sénateur ».
La Commission de l'océan Indien (COI) s'est associée à cet événement pour promouvoir une Afrique et un Moyen-orient plus forts à travers l'entrepreneuriat. Lors de cette rencontre, un accord de partenariat a été signé entre la JCI Maurice et la COI. L'accord, qui porte sur l'Empowering, permettra à la COI d'accroître son action en faveur du renforcement des capacités ...

Économie

Augmentation des exportations de textile mauricien, de produits agricoles malgaches et de thon conditionné aux Seychelles

9 septembre 2016

Première étude d'impact sur l'impact de l'Accord de partenariat économique intérimaire

Hier, la Commission de l'océan Indien a publié un communiqué annonçant le résultat d'une étude d'impact de l'Accord de partenariat économique signé par Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe avec l'Union européenne. Cet accord préfigure l'APE définitif qui doit être signé entre le groupe des pays d'Afrique australe et orientale, plus de 600 millions d'habitants, et l'UE. L'étude montre une forte progression des exportations vers l'Union européenne de produits venant de nos voisins. Mais le communiqué ne donne pas une destination plus précise de ces flux, notamment de l'évolution des échanges avec La Réunion. Voici le contenu de ce communiqué.

Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre mauricien des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, Madi Hamada, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), et Carla Osorio, chargée d'affaires a.i. de la Délégation de l'Union européenne basée à Maurice, ont ouvert l'atelier de validation d'une étude sur l'impact des Accords de partenariat économique (APE) en Afrique orientale et australe, ce mercredi 7 septembre au siège de la COI.

L'étude, commandée par la COI, évalue l'impact des APE intérimaires signés en 2008 par Madagascar, Maurice et les Seychelles, membres de la COI, et le Zimbabwe. Les représentants de ces pays ont également examiné les modalités de création et de fonctionnement d'un fonds dédié à la mise en œuvre des APE avec l'Union européenne.

« Les APE, basés sur le principe de réciprocité, s'inscriront au cœur de la relation ACP-UE après la fin de l'Accord de Cotonou en 2020 qui régit la relation politique, économique, commerciale et de coopération entre l'UE et les 77 pays du bloc ACP », a rappelé le Secrétaire général de la COI. C'est pourquoi la COI « s'est engagée à soutenir utilement les pays signataires », notamment en commandant l'étude sur l'impact des APE et en sécurisant une enveloppe de 40 millions € du 11e Fonds européen visant à « renforcer les capacités industrielles, commerciales et législatives » des pays signataires.

Le chef de la diplomatie mauricienne a plaidé pour une mobilisation régionale souhaitant que « les autres pays de l'Afrique orientale et australe rejoignent les pays signataires », d'autant que les APE donnent l'opportunité « d'approfondir et d'accélérer l'intégration régionale ».

De son côté, la chargée d'affaires a.i. de la Délégation de l'Union européenne a insisté sur « le potentiel de ces accords pour doper la croissance et favoriser la prospérité dans toute la région en soutenant l'intégration des économies dans la mondialisation grâce à l'investissement et au commerce ». Carla Osorio a ainsi conclu que « les APE ont un énorme potentiel qu'il ne sera possible de libérer que si les pays de la région et l'UE travaillent ensemble pour faire des opportunités une réalité ». Quelques chiffres

Depuis la signature des APE, les exportations des pays signataires, pour certains produits, ont significativement augmenté…

Maurice vers l'Union européenne

+72% de croissance par an des exportations de chemises en coton
+610% de croissance pour les exportations de pullovers, gilets et produits similaires

Madagascar vers l'Union européenne

+90% de croissance des exportations de chocolat et produits contenant du cacao entre 2012 et 2014

Seychelles vers l'Union européenne

+70% de part de marché pour le thon surgelé et le thon albacore en provenance des Seychelles

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/augmentation-des-exportations-de-textile-mauricien-de-produits-agricoles-malgaches-et-de-thon-conditionne-aux-seychelles,87453

APE : évolution notable des échanges

15/09/2016

Depuis la signature des Accords de partenariat économique (APE), les exportations des pays signataires, pour certains produits ont significativement augmenté. C'est ce que révèle entre autres l'étude sur l'impact des APE en Afrique orientale et australe.

Selon les chiffres annoncés par la Commission de l'océan Indien (COI), les échanges entre Madagascar et l'Union européenne ont enregistré 90% de

croissance des exportations de chocolat et des produits contenant du cacao, et ce pour la période de 2012 à 2014.

Les Seychelles ont également enregistré une augmentation de 70% des parts de marché pour le thon surgelé et le thon albacore. L'évolution la plus marquante concerne en outre les échanges entre Maurice et l'UE avec 610% de croissance pour les exportations de pullovers, gilets et produits similaires.

L'appui des pays de l'Indianocéanie correspond en effet à une enveloppe de 40 millions du 11e Fonds européen, visant à «*renforcer les capacités industrielles, commerciales et législatives*» des pays signataires.

Sur ce point, le chargé d'affaires de la délégation de l'Union européenne, Carla Osorio a insisté sur «*le potentiel de ces accords pour doper la croissance et favoriser la prospérité dans toute la région en soutenant l'intégration des économies dans la mondialisation grâce à l'investissement et au commerce*». Et de conclure, «*les APE ont un énorme potentiel qu'il ne sera possible de libérer que si les pays de la région et l'UE travaillent ensemble pour faire des opportunités une réalité*».

http://www.newsmada.com/2016/09/15/ape-evolution-notable-des-echanges/

BUSINESS MAGAZINE

Brexit : une diversificati en réponse au «Leave»

Dans quelle mesure la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne devrait-elle inquiéter les pays signataires de l'Accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne ? Une conférence sur la question s'est tenue la semaine dernière, à l'initiative de la Commission de l'océan Indien. Éclairage.

Arvin MOOTOOCURPEN

Quelles seront les implications de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE) – Brexit – pour les pays de l'Afrique de l'Est et du Sud (ESA), signataires de l'Accord de partenariat économique intérimaire (APEi) avec l'UE ? Tel est le sujet d'une étude menée par International Economics, société de conseil basée à Grand-Baie et dont le directeur général, Paul Baker, a présenté les résultats le vendredi 9 septembre. Il est intervenu lors d'une conférence organisée par la Commission de l'océan Indien (COI) à l'hôtel d'affaires Voilà Bagatelle.

L'étude portait sur quatre pays, à savoir les Seychelles, Maurice, Madagascar et le Zimbabwe. Selon l'analyse d'International Economics, les deux premiers pays de ce groupe sont les plus exposés aux effets néfastes du Brexit. Pour rappel, l'APEi, qui a été signé en 2009, a pour objectif de mettre en place un partenariat commercial stable pour le développement des pays partenaires de l'UE dans la région de l'ESA. Ce, en renforçant l'accès au marché hors taxes et hors quota offert par l'UE à l'ensemble des exportations des quatre pays signataires. Le Brexit vient toutefois changer la donne si l'on considère, par exemple, que la Grande-Bretagne représente 13,1% des exportations mauriciennes, en dépit d'une politique de diversification de marchés menée par le pays depuis 2010.

Paul Baker a également fait ressortir que les exportations des quatre pays concernés vers l'Europe se sont chiffrées à $ 2,3 milliards en 2015, dont $ 500 millions vers la Grande-Bretagne. Maurice se classe, quant à elle, à la première place des pays exportateurs de la région océan Indien vers la Grande-Bretagne, comptabilisant à elle seule 20 % des exportations de la région à destination de ce pays. Les produits les plus vulnérables face à la menace du Brexit sont ceux à base de poisson ainsi que le sucre, qui représentent respectivement 12 % et 6 % des exportations mauriciennes vers la Grande-Bretagne. Or, à partir du moment où ce pays aura activé l'article 50, soit la clause de retrait introduite par le traité de Lisbonne, selon laquelle «*tout État membre peut décider conformément à ses règles constitutionnelles de se retirer de l'Union*», il ne sera plus tenu, selon les termes de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de respecter l'APEi. D'où la crainte des exportateurs de l'ESA de ne plus pouvoir bénéficier des avantages de cet accord dans leurs relations commerciales avec la Grande-Bretagne. Dans ces circonstances, estime Paul Baker, la priorité sera de négocier rapidement des accords de partenariat avec les géants économiques asiatiques tels que l'Inde et la Chine, desquels l'UE veut se protéger.

Dans un contexte post-Brexit, les pays de la région océan Indien et d'Afrique australe seraient donc relégués au second plan aux yeux de la Grande-Bretagne et les négociations commerciales avec ce pays, si tant est qu'il y en ait, en souffriraient. Au cours de la conférence, Paul Baker a d'ailleurs souligné qu'un certain nombre de grandes sociétés agroalimentaires britanniques se sont publiquement prononcées en faveur du Brexit. Une position que le gouvernement ne peut ignorer et qui devrait, de ce fait, l'encourager à relancer une politique protectionniste par rapport aux produits de la pêche et au sucre, entre autres.

AMORTIR L'IMPACT DU BREXIT

Présente à la conférence, la directrice de la Mauritius Export Association (MEXA), Lilowtee Rajmun a déclaré que les effets d'une telle politique se font déjà sentir. «*Les opérateurs locaux n'ont pas obtenu les commandes qu'ils reçoivent généralement à cette période de l'année*», a-t-elle fait remarquer. Cette baisse dans le volume de commandes concerne, entre autres secteurs, le textile et le pays de la région le plus affecté, dans ce cas, est Madagascar, qui exporte 70 % de sa production - *sweaters, pull-overs* et vestes, notamment - vers la Grande-Bretagne. Les entreprises textiles mauriciennes implantées dans la Grande Île ne sont pas épargnées, non plus.

S'agissant de la pêche, la MEXA, qui représente les 50 plus grands exportateurs de l'île, soit 20 000 emplois directs, pensait que le secteur pouvait échapper à l'impact du retrait annoncé de la Grande-Bretagne de l'UE, le 23 juin dernier. La raison étant que les revenus des opérateurs de cette industrie sont en majeure partie en euros et non en livres sterling. Lilowtee Rajmun a néanmoins avoué avoir été surprise lorsqu'elle a appris du directeur de Princes Tuna, l'un des leaders locaux du secteur, que les commandes se faisaient attendre, même celles relatives au poisson en conserve. Si les opérateurs poursuivent malgré tout leurs activités normalement, ils sont toutefois contraints de stocker leurs produits en attendant des jours meilleurs. Un rapport de la MEXA, publié fin juin, avait prévu que dans le sillage du référendum du Brexit, les exportations pour 2016-2017 chuteraient de 10 % mais vu la situation, Lilowtee Rajmun est d'avis que ce pourcentage devra être revu à la hausse.

La directrice de la MEXA faisait partie d'un panel d'intervenants réunis autour de Raj Mohabeer de la COI, qui présidait la conférence, pour commenter les résultats de l'étude d'International Economics. Siégeaient

n intensive des marchés



La Grande-Bretagne représente 13,1 % des exportations locales

également sur ce panel : Raj Makoond de Business Mauritius, Sunil Boodhoo, directeur de la Trade Policy Unit (TPU) du ministère des Affaires étrangères, et Jocelyn Kwok de l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM). Ils ont été unanimes sur un point : Maurice s'est toujours montrée résiliente face aux crises. Aussi, saura-t-elle rebondir une fois encore. Prenant la parole, Sunil Boodhoo a expliqué que le pays fait tout ce qui est en son pouvoir afin de diversifier ses marchés et que les résultats de ces efforts seront visibles d'ici à la fin de l'année. Et d'ajouter que dans la région, par exemple, une politique de libre mouvement des entrepreneurs sera adoptée très prochainement. «*Nous allons signer un protocole d'accord le 16 septembre en vue de faciliter le libre mouvement des gens d'affaires et des professionnels*», a-t-il laissé entendre.

Dans la perspective de pénétrer de nouveaux marchés, Maurice s'est également jointe aux négociations liées à l'Accord sur le commerce des services (ACS), avec 23 autres pays, dont l'Australie, le Canada et le Japon. À ce propos, Sunil Boodhoo a indiqué que «*c'est un accord très ambitieux, qui devrait entrer en vigueur d'ici à la fin de l'année et il est compris que les signataires prendront des engagements sur le mouvement des gens d'affaires et des professionnels. Étant donné que nous négocions avec les pays les plus avancés de la planète en termes de services, ce projet suscite déjà beaucoup d'intérêt dans la communauté des affaires*».

Les 12 et 13 septembre marquent, en sus, un pas en avant dans les relations diplomatiques entre l'Inde et Maurice. Une délégation indienne menée par Manoj Dwivedi, du département du commerce a rencontré, de fait, au ministère des Affaires étrangères, les représentants des secteurs public et privé de l'île dans le but de remettre sur les rails le projet d'un Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement (CECPA). Les discussions autour de cet accord ayant été stoppées il y a dix ans après le refus de Maurice de revoir le traité de non-double imposition avec la Grande péninsule. La conclusion de cet accord offrirait aux entreprises locales de nombreuses opportunités dans divers secteurs, incluant le textile, le sucre et les services - bancaires et d'assurance, en particulier.

Autant de démarches qui devraient amortir l'impact du Brexit sur les exportations locales et, par extension, sur l'économie du pays et de la région.

Élection aux Seychelles

Élections aux Seychelles : la COI en observation

13/09/2016

A l'invitation des autorités de la République des Seychelles, Madi Hamada, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) a mobilisé les membres du Comité exécutif de l'Association des Parlementaires de la COI (AP-COI) pour mener une mission d'observation des élections législatives dans ce pays du 8 au 10 septembre dernier.

Conduite par le vice-président de l'Assemblée nationale de Madagascar Freddie Mahazoasy et président du Comité exécutif de l'AP-COI, la mission est d'avis que les préparatifs des élections législatives ont été menés de façon complète et professionnelle.

La mission s'est entretenue avec la Commission électorale des Seychelles quant aux préparatifs de l'exercice de vote et a rencontré les leaders des principaux partis politiques ainsi que les évêques des Eglises catholique et anglicane. La mission a également participé à une réunion de coordination des observateurs internationaux organisée sous l'égide de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en présence de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'Union africaine et d'autres partenaires.

La mission a pris part au dépouillement dans quelques bureaux de vote qui s'est déroulé de manière transparente. Les procédures de décompte et de remplissage des procès-verbaux ont été respectées. Les procès-verbaux ont été signés par tous les représentants des candidats présents.

http://www.newsmada.com/2016/09/13/elections-aux-seychelles-la-coi-en-observation/

Le système alphabétique pour les élections aux Seychelles, une bonne initiative, mais cela a besoin d'être révisé, disent des observateurs

September 13, 2016,



La délégation de l'association des parlementaires de a COI a remis leur rapport préliminaire sur les élections législatives aux Seychelles (COI)

- L'introduction d'un système de classement par lettre alphabétique des électeurs lors de l'élection de l'Assemblée nationale la semaine dernière était une bonne initiative, mais devrait être révisée pour le rendre plus efficace, a déclaré un groupe international d'observateurs.
Une délégation de neuf membres de l'association des parlementaires de la Commission de l'Océan Indien **COI** a soumis ses observations préliminaires lundi.
Selon la déclaration, le système par d'ordre alphabétique en fonction des noms de famille a bien fonctionné dans certaines régions. Pour d'autres, les responsables des bureaux de vote se sont plaints que cela avait compliqué et ralenti le processus.
LA **COI** a également noté que les noms de certains électeurs ne figuraient pas sur le registre, dans deux bureaux de vote spéciaux, Silhouette et la prison de Montagne Posée.
La mission a noté que le taux de participation était de 87 pour cent.
Le processus s'est bien déroulé / les matériaux utilisés étaient suffisant et de bonne qualité. (**COI**) Photo License: CC-BY

Le groupe a salué le professionnalisme du personnel électoral, et la forte participation des femmes et des jeunes dans les bureaux de vote.

«Le processus s'est bien déroulé / les matériaux utilisés étaient suffisant et de bonne qualité. En général, les agents électoraux avaient une très bonne connaissance des procédures de vote, " a dit la mission.
La **COI** a déclaré qu'en général les **élections législatives** des Seychelles à partir de septembre 8-10 a eu lieu dans une atmosphère calme et paisible.
Le Secrétaire Général de la **COI**, Madi Hamada, a déclaré que cette élection est un témoignage de la démocratie forte qui existe aux Seychelles et la volonté de tous les politiciens à travailler ensemble pour l'intérêt du pays.
"Maintenant commence une nouvelle cohabitation entre un gouvernement et un parlement de points de vue opposés. Cela est un signe de la vitalité de la culture démocratique », a déclaré Hamada.
Créée en 1982, la **COI** est une organisation regroupant la Réunion, un département français, les Comores, Maurice, Madagascar et les Seychelles. Son siège est à Maurice.
L'élection de la sixième Assemblée nationale des Seychelles, un archipel de l'Océan Indien occidental, a vu pour la première fois dans l'histoire du pays, la coalition de l'opposition Linyon Demokratik Seselwa (LDS) remporter la majorité.
LDS a remporté 15 des 25 sièges contestés et quatre sièges proportionnels.
Le Parti Lepep, du président James Michel, a remporté 10 sièges et quatre sièges à la proportionnels.
Le rapport final de la mission avec les recommandations sera soumis au Secrétaire Général de la COI.
- See more at:

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/5909/Le+systme+alphabtique+pour+les+lections+aux+Seychelles,+une+bonne+initiative,+mais+cela+a+besoin+dtre+rvis,+disent+des+observateurs

La COI se félicite de la bonne tenue du scrutin législatif aux Seychelles

A l'invitation des autorités de la République des Seychelles, M. Madi Hamada, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), a mobilisé les membres du Comité exécutif de l'Association des Parlementaires de la COI (AP-COI) pour mener une mission d'observation des élections législatives dans ce pays du 08 au 10 septembre 2016.

Conduite par l'Honorable Freddie Mahazoasy, Vice-président de l'Assemblée nationale de Madagascar et Président du Comité exécutif de l'AP-COI, la mission est d'avis que les préparatifs des élections législatives ont été menés de façon complète et professionnelle.
La mission s'est entretenue avec la Commission électorale des Seychelles quant aux préparatifs de l'exercice de vote et a rencontré les leaders des principaux partis politiques ainsi que les évêques des Eglises catholique et anglicane. La mission a également participé à une réunion de coordination des observateurs internationaux organisée sous l'égide de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) en présence de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'Union africaine et d'autres partenaires.
Le chef de mission a assisté aux opérations de vote sur les îles de Farqhuar, Alphonse et Desroches. La mission a également visité les bureaux de vote à la prison de Montagne Posée, North East Point Home of Elderly, l'île Persévérance et l'île Silhouette.
Le 10 septembre, jour du scrutin, les observateurs se sont déployés à travers les 25 districts de la République des Seychelles.
D'une manière générale, la mission constate que le scrutin s'est déroulé dans le calme et la sérénité. Elle note une forte mobilisation des électeurs – 87% selon la Commission électorale des Seychelles – et souligne l'absence de démonstrations ostensibles de l'appartenance aux partis politiques. Elle salue la présence des représentants des candidats et des observateurs nationaux dans l'ensemble des bureaux de vote visités.
La mission félicite le professionnalisme de toute l'administration électorale et la forte mobilisation des femmes et des jeunes dans les bureaux de vote. Les opérations de vote elles-mêmes étaient d'un bon niveau, de même que le matériel utilisé, de qualité et en quantité suffisante. Les membres des bureaux de vote ont démontré dans l'ensemble une bonne maitrise de la procédure de vote. Les forces de l'ordre étaient présentes,

discrètes mais efficaces. La mission encourage la nouvelle procédure mise en place pour canaliser les électeurs (système alphabétique) et recommande des mesures d'accompagnement pour la rendre plus performante.
La mission note que les noms de certaines personnes ne figuraient pas sur le registre électoral de certains bureaux de vote, notamment à Silhouette et à la prison de Montagne Posée.
La mission a pris part au dépouillement dans quelques bureaux de vote qui s'est déroulé de manière transparente. Les procédures de décompte et de remplissage des procès-verbaux ont été respectées. Les procès-verbaux ont été signés par tous les représentants des candidats présents.
La mission d'observation de la Commission de l'océan Indien se félicite de la confiance qui lui a été manifestée durant son séjour aux Seychelles lors de ces élections législatives.
Elle tient à remercier, à cet égard, les autorités de la Républiques des Seychelles notamment la Commission électorale qui a conduit les opérations, les candidats et partis politiques, les Eglises catholique et anglicane et l'ensemble du peuple seychellois.
La Mission d'observation de la COI était composée de :
L'Honorable Freddie Mahazoasy, Vice-président de l'Assemblée nationale de Madagascar et Président du Comité Exécutif de l'AP-COI
L'Honorable Nitadiavina Levao, Député de l'Assemblée nationale de Madagascar
L'Honorable Solange Angele, Députée de l'Assemblée nationale de Madagascar
L'Honorable Dhoihir Dhoulkamal, Vice-président de l'Assemblée nationale de l'Union des Comores
L'Honorable Mohamed Msaidié, Vice-président de l'Assemblée nationale de l'Union des Comores
L'Honorable Said Baco Attoumane, Questeur de l'Assemblée nationale de l'Union des Comores
L'Honorable Purmanand Jhugroo, Député, Chief Whip de l'Assemblée nationale de Maurice
L'Honorable Cyril Eddy Boissezon, Député, Secrétaire parlementaire privé, Assemblée nationale de Maurice
L'Honorable Dr Zouberr Houssein Joomaye, Député de l'Assemblée nationale de Maurice
M. Irfan Rahman, Commissaire électoral de Maurice a, par ailleurs, apporté son soutien technique à la mission.
La coordination de cette mission était effectuée par Mme Koulthoum Djamadar, Chargée de mission à la COI, responsable du domaine d'intervention « Stabilité, Diplomatie, Santé, Genre et Mobilité ».
La mission publiera un rapport final sur l'ensemble de ses observations avec des recommandations qui sera remis au Secrétaire général de la COI.

http://www.maurice-info.mu/coi-se-felicite-de-bonne-tenue-scrutin-legislatif-aux-seychelles.html



SEYCHELLES—ÉLECTIONS LÉGISLATIVES: La COI se félicite de la bonne tenue du scrutin

14 SEPTEMBER, 2016

La COI, qui a envoyé une mission d'observation dans le cadre des élections législatives aux Seychelles la semaine dernière, se félicite de « la bonne tenue du scrutin » et de « l'enracinement de la culture démocratique »……

Cette dernière félicite le « professionnalisme de toute l'administration électorale », de même que « la forte mobilisation des femmes et des jeunes dans les bureaux de vote ». La mission publiera un rapport final sur l'ensemble de ses observations, avec des recommandations qui seront remises au Secrétaire général de la COI, Madi Hamada.

http://www.lemauricien.com/article/seychelles-elections-legislatives-la-coi-se-felicite-la-bonne-tenue-du-scrutin

Ambition Jeune

Ambition Jeune #3 se déroulera les 15 et 16 septembre 2016 à la MCCI Business School, Ebène, Maurice

12 septembre 2016

Ambition Jeune #3 est un évènement régional qui célèbre l'entrepreneuriat et valorise les compétences, les talents et la créativité des jeunes de l'Indianocéanie.

Organisé par l'association Synergie Jeunes, avec le concours de la Commission de l'océan Indien, le soutien de l'Union européenne et en collaboration avec la MCCI Business School, Ambitions Jeune #3 réunira une soixantaine de jeunes entrepreneurs, experts, consultants, représentants des structures d'appui les 15 et 16 septembre 2016 à la MCCI Business School, Ebène, Maurice.

http://www.agencepresse-oi.com/37934-2/

Newsmada

Concours « Ambition Jeunes » : à sa troisième édition

13/09/2016
Les jeunes entrepreneurs issus des îles de l'océan Indien se retrouveront bientôt à l'île Maurice. L'association Synergie Jeunes organise la troisième édition de leur concours « *Ambition Jeune* » à la MCCI Business School à Ebène, île Maurice, les 15 et 16 septembre prochains.

Cette rencontre, en collaboration avec la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Union européenne, permettra aux jeunes entrepreneurs de montrer leurs capacités entrepreneuriales, de réfléchir aux moyens de les stimuler et de célébrer les succès de celles ou ceux qui ont osé participer activement et ambitieusement.

Dix jeunes entrepreneurs présenteront leurs projets devant cinq juges professionnels de la région de l'océan Indien. Cet évènement est l'une des meilleures façons de pousser les jeunes à prouver leur capacité. La création d'entreprises est l'une des voies qui mènent vers le développement. « *Les jeunes sont capables d'être des créateurs d'emplois, ils peuvent contribuer à l'économie de nos pays et faire preuve*

de créativité, c'est ce qu'on aura l'occasion de voir avec le concours régional » a affirmé Jessen Marden, président de l'association Synergie Jeunes.

La COI avec l'Union européenne soutient cette association, qui a été créée en 2013, en tenant compte de son importance dans l'enracinement de la culture entrepreneuriale au niveau de la jeune génération. Cela contribue également à la croissance économique et à la diminution du taux de chômage chez les jeunes. Actuellement, Synergie Jeunes compte 125 membres issus d'un réseau d'antennes nationales aux Comores, à la Réunion, à Madagascar, à Maurice et à Seychelles.

http://www.newsmada.com/2016/09/13/concours-ambition-jeunes-a-sa-troisieme-edition/

Maurice Info
www.maurice-info.mu

Ambition Jeune #3 : le rendez-vous de la jeunesse et de l'entrepreneuriat

Ambition Jeune #3 est un évènement régional qui célèbre l'entrepreneuriat et valorise les compétences, les talents et la créativité des jeunes de l'Indianocéanie. Organisé par l'association Synergie Jeunes, avec le concours de la Commission de l'océan Indien, le soutien de l'Union européenne et en collaboration avec la MCCI Business School, Ambitions Jeune #3 réunira une soixantaine de jeunes entrepreneurs, experts, consultants, représentants des structures d'appui les 15 et 16 septembre 2016 à la MCCI Business School, Ebène, Maurice.
Ce rendez-vous régional de l'entrepreneuriat jeune sera marqué par la troisième édition du concours Ambition Jeune durant lequel dix jeunes entrepreneurs et porteurs de projets présenteront leur entreprise ou projet à un jury composé de cinq professionnels de la région. En parallèle, le forum mobilisera une vingtaine de personnes ressources qui animeront des ateliers sur la technologie et l'innovation au sein de l'entreprise, l'amélioration de l'écosystème de l'entreprise, le commerce régional ou encore la levée des freins à l'initiative entrepreneuriale.
« Synergie Jeunes est en passe de devenir une plateforme incontournable sur les questions liées à l'entrepreneuriat des jeunes et cet évènement annuel que nous organisons le démontre », se félicite Jessen Marden, président de l'Association. « Les jeunes sont capables d'être des créateurs

d'emplois, ils peuvent contribuer à l'économie de nos pays et faire preuve de créativité ; c'est ce qu'on aura à nouveau l'occasion de voir avec le concours régional », prévient-il.
La Commission de l'océan Indien, avec le soutien de l'Union européenne, accompagne Synergie Jeunes depuis sa création en 2013. « C'est avec beaucoup de fierté que nous accompagnons l'enracinement de la culture entrepreneuriale au sein de la jeune génération. Cet appui illustre notre engagement en faveur de la croissance et du progrès social car les jeunes sont parmi les plus touchés par le chômage. L'entrepreneuriat, sans être une recette miracle, est une option que les jeunes doivent pouvoir saisir dans les meilleures conditions», fait ressortir Madi Hamada, Secrétaire général de la COI.
Toriden Chellapermal, directeur de la MCCI Business School, souligne que «l'entrepreneuriat est bel et bien un instrument primordial favorisant la croissance économique et la création d'emplois, si bien qu'une économie basée sur l'entrepreneuriat se distingue par son dynamisme, encourage de nouvelles idées et de nouvelles pistes et stratégies de développement durable ». A cet égard, « l'enseignement supérieur a un rôle majeur à jouer afin de favoriser l'esprit entrepreneurial. La MCCI encourage ainsi les étudiants à développer le goût de la recherche et de la prise de risque leur permettant de créer des entreprises innovantes proposant à notre société les produits et services de demain.» C'est donc tout naturellement que la MCCI Business School est « heureuse de s'associer à cet événement régional qui célèbre l'entrepreneuriat chez les jeunes ».
http://www.maurice-info.mu/ambition-jeune-3-rendez-de-jeunesse-de-lentrepreneuriat.html

madagascar matin

Entrepreneuriat – Troisième édition du concours ambition jeune



Ambition Jeune #3 organise un évènement régional qui célèbre l'entrepreneuriat et valorise les compétences, les talents et la créativité des jeunes de l'Indianocéanie. Organisé par l'association Synergie Jeunes, avec le concours de la Commission de l'océan Indien, le soutien de l'Union

européenne et en collaboration avec la Mcci Business School, Ambitions Jeune #3 réunira une soixantaine de jeunes entrepreneurs, experts, consultants, représentants des structures d'appui les 15 et 16 septembre 2016 à la Mcci Business School, Ebène, Maurice.
Ce rendez-vous régional de l'entrepreneuriat jeune sera marqué par la troisième édition du concours Ambition Jeune durant lequel dix jeunes entrepreneurs et porteurs de projets présenteront leur entreprise ou projet à un jury composé de cinq professionnels de la région. En parallèle, le forum mobilisera une vingtaine de personnes ressources qui animeront des ateliers sur la technologie et l'innovation au sein de l'entreprise, l'amélioration de l'écosystème de l'entreprise, le commerce régional ou encore la levée des freins à l'initiative entrepreneuriale.
Lors du concours ambition jeune 2, Hanta Tiana Ranaivo Rajoanarisoa a obtenu le prix « *Entreprise en Développement – Croissance* » avec sa société Flore Aroma. Son entreprise est résolument tournée vers le développement durable et l'économie circulaire. Prélevant les pommes de pin tombées des conifères, Hanta Tiana les transforme en huiles essentielles et parfums. La valeur de son produit n'est pas tant dans l'effluve rafraîchissante de ses produits que dans leur efficacité à repousser les moustiques. L'argument qui fait mouche : c'est aussi un moyen de lutter contre le paludisme. Le succès ne venant jamais seul, Hanta Tiana figure parmi les 30 entrepreneurs de moins de 30 ans les plus prometteurs du continent africain selon Forbes Africa. Karishma Kallooa figure parmi les 3 premiers prix avec Gaëtan Rakotomanana et son projet le coco qui chauffe. La déforestation est un enjeu écologique et économique majeur à Madagascar. Les forêts qui réduisent comme peau de chagrin sont l'habitat naturel d'une faune et d'une flore uniques et, notamment dans le cas des mangroves, un puits carbone et un lieu de reproduction pour les espèces marines qui entrent dans le régime alimentaire des populations. Pour lutter contre la déforestation, Gaëtan a eu l'idée de produire du charbon à base de coco. Son procédé lui assure un charbon de grande qualité qui se consume plus longtemps que le charbon de bois traditionnel. Mieux, son produit est largement compétitif se vendant 20 % moins cher.

http://www.matin.mg/?p=39633

La Gazette
des Comores



Ambition Jeune 3e édition à Maurice Le rendez-vous de la jeunesse et de l'entrepreneuriat

14/09/2016 admin 0

Ambition Jeune #3 est un évènement régional qui célèbre l'entrepreneuriat et valorise les compétences, les talents et la créativité des jeunes de l'Indianocéanie. Organisée par l'association Synergie Jeunes avec le concours de la Commission de l'océan Indien et le soutien de l'Union européenne, elle réunira une soixantaine de jeunes entrepreneurs, experts, consultants, représentants des structures d'appui les 15 et 16 septembre 2016 à Maurice.

Le rendez-vous régional de l'entrepreneuriat jeune sera marqué par la troisième édition du concours Ambition Jeune durant lequel dix jeunes entrepreneurs et porteurs de projets présenteront leur entreprise ou projet à un jury composé de cinq professionnels de la région. «Synergie Jeunes est en passe de devenir une plateforme incontournable sur les questions liées à l'entrepreneuriat des jeunes et cet évènement annuel que nous organisons le démontre», se félicite Jessen Marden, président de l'Association pour qui les jeunes sont capables d'être des créateurs d'emplois, « contribuer à l'économie de nos pays et faire preuve de créativité », a-t-il ajouté.

Madi Hamada Bolero, secrétaire général de la COI, a dit sa joie de participer à cet événement des plus importants pour la jeunesse indianoceanique: « C'est avec beaucoup de fierté que nous accompagnons l'enracinement de la culture entrepreneuriale au sein de la jeune génération. Cet appui illustre notre engagement en faveur de la croissance et du progrès social car les jeunes sont parmi les plus touchés par le chômage. L'entrepreneuriat, sans être une recette miracle, est une option que les jeunes doivent pouvoir saisir dans les meilleures conditions», a-t-il dit.

En parallèle, le forum mobilisera une vingtaine de personnes ressources qui animeront des ateliers sur la technologie et l'innovation au sein de l'entreprise, l'amélioration de l'écosystème de l'entreprise, le commerce régional ou encore la levée des freins à l'initiative entrepreneuriale. Synergie Jeunes constitue une plateforme d'échanges visant à promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes des pays membres de la COI.

Fédérant de jeunes entrepreneurs et des porteurs de projet de la région, Synergie Jeunes met en réseau, crée des événements, facilite les échanges, mobilise des partenaires et contribue à consolider et élargir la communauté des jeunes entrepreneurs de l'Indianocéanie. L'association Synergie Jeunes repose sur un réseau d'antennes nationales aux Comores, à La Réunion, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles.

http://lagazettedescomores.com/société/ambition-jeune-3e-édition-à-maurice-le-rendez-vous-de-la-jeunesse-et-de-l'entrepreneuriat.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

Semaine Diplomatie Climatique de L'UE ,12 -18 sep 2016 : Nous avons la responsabilité de travailler ensemble pour un monde plus durable

14 SEPTEMBER, 2016

PAR MARJAANA SALL (AMBASSADRICE DE L'UNION EUROPÉENNE EN RÉPUBLIQUE DE MAURICE), JONATHAN DREW (HAUT-COMMISSAIRE BRITANNIQUE, RÉPUBLIQUE DE MAURICE), PHILIPPE CERF (CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE PAR INTÉRIM, EN RÉPUBLIQUE DE MAURICE)

En décembre 2015, 195 pays s'étaient réunis à Paris pour négocier un nouvel accord mondial sur le climat. Le résultat de cette conférence, tout simplement historique, est le premier accord universel juridiquement contraignant sur le climat. L'objectif principal de cet accord est de maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius, et de poursuivre l'action menée pour limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels.Dix mois après, l'accord de Paris reste un motif de fierté pour l'Union européenne (UE) et ses États membres. Il devrait l'être aussi pour la République de Maurice. Cependant, l'heure n'est pas à la complaisance. Pour que notre vision d'un avenir durable et sobre en carbone se matérialise, notre devoir est maintenant de passer des paroles aux actes.Cette année, nous avons été les témoins de signes encourageants: nos partenaires du monde entier ont confirmé leur ambition politique en faveur de l'action climatique. Plus de 180 pays ont signé l'accord de Paris, et 26 d'entre eux (y compris la Chine et les États-Unis le 3 septembre dernier) ont finalisé les procédures internes de ratification pour devenir parties à l'accord.Nous félicitons la République de Maurice d'avoir été parmi les premiers États à ratifier l'accord.La

ratification est certes une étape très importante vers la mise en œuvre de l'accord. Mais, la ratification seule ne sera pas suffisante pour réduire les gaz à effet de serre, et concrétiser les mesures d'adaptation et de financement. Les mesures que vont prendre les pays pour respecter les engagements pris à Paris, en commençant par les politiques et les cadres législatifs nécessaires à l'élaboration de plans nationaux solides et d'approches internationales, sont tout aussi importantes. L'initiative du gouvernement mauricien d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de son "Nationally Determined Contribution – (NDC)" est considérée comme fort louable. L'UE et ses États Membres, la France et le Royaume Uni, reconnaissent la vulnérabilité de Maurice aux effets du changement climatique. Ceci explique nos engagements à soutenir la République de Maurice en vue d'élaborer des plans nationaux pour le climat et le développement durable, l'intégration de la réduction des risques de catastrophes naturelles dans les politiques nationales et l'adoption de modes durables de consommation et de production.
De plus, l'UE et la Commission de l'océan Indien (COI) ont signé une déclaration commune sur le climat en décembre 2015 à Paris. La COI et l'UE ont reconnu l'importance des menaces et des défis créés par le changement climatique, et ont décidé de travailler ensemble pour réduire les vulnérabilités des petits états insulaires face aux effets du changement climatique……Contribution" de Maurice. À travers cet appui, nous voulons contribuer principalement à la réalisation progressive des ODD, notamment l'objectif 13 pour lutter contre le changement climatique, l'objectif 1 – éliminer la pauvreté sous toutes ses formes, l'objectif 2 – éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir une agriculture durable, et l'objectif 12 – établir des modes de consommation et de production durables. En plus du développement de stratégies climatiques à long terme, nous devons tous entreprendre immédiatement un certain nombre d'actions. Nous nous réunirons en novembre prochain à Marrakech pour définir les détails techniques de l'accord de Paris. Le renforcement des capacités pour lutter contre le dérèglement climatique, le traitement des pertes et dommages liés au changement climatique, et

la définition d'une feuille de route pour atteindre les objectifs de financement du climat sont quelques-unes des questions qui seront sur la table à cette occasion. Nous saisissons par ailleurs l'occasion pour féliciter le Gouvernement de Maurice qui a accueilli la Conférence ministérielle sur l'économie bleue et le changement climatique du 1 au 2 septembre 2016, à l'issue de laquelle la position commune africaine sur ces deux thèmes a été préparée en vue de la réunion de Marrakech. Mais l'action pour le climat n'est pas seulement l'affaire des gouvernements. Le secteur privé, les autorités locales, et la société civile, ont tous un rôle crucial à jouer dans l'action de terrain qui peut faire une réelle différence. Le changement climatique est également un sujet de préoccupation pour les femmes qui sont des agents du changement en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Le Women's Forum qui a été organisé à Maurice en juin 2016, en collaboration avec la Présidente de la République, a su démontrer que les femmes ont un rôle prépondérant dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Paris représente une étape décisive. Elle marque le début d'un important processus pour la sauvegarde de la planète pour les générations futures. Nous devons maintenir cet élan dans les mois et les années à venir, parce que l'investissement en vaut la peine: des émissions réduites, une sécurité énergétique et une efficacité énergétique améliorées, une croissance axée sur l'innovation. Les enjeux sont grands; il nous reste beaucoup à faire, mais nous avons la responsabilité de travailler ensemble pour un monde plus durable et un avenir meilleur pour tous.
Nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre notre partenariat avec la République de Maurice.

http://www.lemauricien.com/article/semaine-diplomatie-climatique-lunion-europeenne-12-18-septembre-2016-nous-avons-la-responsab

Environnement

CÔTE NORD
TOURISME & ART DE VIVRE À L'ÎLE MAURICE ET LES ÎLES DE L'OCÉAN INDIEN

L'Océan Indien entendu au congrès mondial de la nature

SEPTEMBRE 12, 2016



La Commission de l'océan Indien (COI) a fait entendre sa voix au Congrès mondial de la nature qui s'est tenu du 1er au 10 septembre derniers à Hawaii. Ce rassemblement, qui a réuni près de 9000 délégués du monde entier, a été l'occasion pour la COI d'échanger avec les représentants des îles des autres régions du monde, de présenter ses activités en faveur de la préservation de la nature et leurs résultats, ainsi que la gestion durable des ressources. La Commission a pu défendre ses projets et présenter une quinzaine de solutions et meilleures pratiques traitant de la préservation et du suivi des récifs coralliens, l'engagement des jeunes, la conservation des espèces-clés, entre autres. Un événement a également été organisé autour de l'île Rodrigues, qui a recouvré une bonne partie de son patrimoine naturel après avoir figuré sur la liste de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) trente ans plus tôt. Cette participation a eu des retombées très positives pour l'Indianocéanie. « *L'océan Indien a été entendu avec force et fera désormais partie des*

régions modèles en terme de résilience », a d'ailleurs déclaré Kate Brown, présidente du réseau GLISPA (Global Island Partnership).

The Indian Ocean Commission (COI) has been participating to the World Nature Congress held from the 1st to the 10th September in Hawaii. This meeting, gathering nearly 9000 delegates from across the world, has been an opportunity for the Commission to interact with the representatives of the islands of other regions of the world, to present their activities in favour of the preservation of the environment, their results, as well as a sustainable resource management. The COI has been able to give a wide exposure to its projects and introduced fifteen solutions about the preservation and monitoring of coral reefs, commitment of the young generation, the conservation of key species, among others. An event has also been organised around Rodrigues Island, which has recovered a great percentage of its natural heritage after having been registered on the IUCN (International Union for Conservation of Nature) list thirty years earlier. This participation has been very positive for the region. "The Indian Ocean has definitely been heard and will form part of the model regions in terms of resilience", said Kate Brown, President of the GLSPA network (Global Island Partnership).

Photo: Le président de l'UICN, Zhang Xinsheng, s'adressant aux membres de l'UICN à l'ouverture de l'assemblée au 6^{e} jour du congrès. (Crédit photo : © IUCN – Eric McNatt)

http://www.cotenordmag.com/econews/locean-indien-entendu-congres-mondial-de-nature/

Seychelles NATION

La COI très remarquée au Congrès mondial de la nature

14-September-2016

La Commission de l'océan Indien (COI) a porté la voix de l'Indianocéanie au Congrès mondial de la nature, qui a réuni près de 9 000 délégués du monde entier du 1er au 10 septembre à Honolulu, Hawaï.
Il s'agissait, pour la COI, de présenter ses activités et leurs résultats en faveur de la préservation de la nature et d'une gestion responsable des ressources. La COI a ainsi valorisé son expérience de plus de 30 ans sur les enjeux environnementaux, ainsi que ses partenariats solides avec de nombreux partenaires techniques et financiers, dont l'Union européenne, l'Agence française de développement, le Fonds français pour l'environnement mondial, les Agences des Nations unies ou encore la Banque mondiale.
« *Nous sommes la seule organisation régionale en Afrique constituée uniquement d'îles qui coopèrent pour s'assurer un avenir durable* », a affirmé Gina Bonne, chargée de mission Environnement et changement climatique de la COI, lors de sa présentation au pavillon « Océan & îles ».
« *Nos îles ont peu contribué au dérèglement climatique, mais elles sont les plus vulnérables. La COI est venue ici pour présenter les solutions adaptées au terrain et qui ont fait la preuve de leur utilité et de leur efficacité face aux défis de la conservation, des risques naturels et du changement climatique* », a-t-elle souligné.
La COI a ainsi eu l'opportunité de présenter ses activités qui ont permis aux communautés locales d'améliorer leur résilience face aux effets du changement climatique, de mieux gérer les ressources naturelles et de participer activement à la préservation des écosystèmes. La COI a notamment organisé un événement mettant à l'honneur l'île Rodrigues, territoire de la République de Maurice, qui a recouvré une large part de son patrimoine naturel (faune et flore) après avoir été sur la liste rouge de l'UICN 30 ans plus tôt.
Lors de plusieurs événements, la COI a exposé une sélection de 15 solutions et meilleures pratiques qui traitent, entre autres, de la préservation et du suivi des récifs coralliens ; de l'engagement des jeunes (Eco-School et Eco-Lab) ; de la conservation des espèces clés de la région (poulpe, langouste, concombre de mer, crabe) ; ou encore du Plan régional de surveillance des pêches. La COI a aussi participé à un

knowledge café qui a permis des échanges entre les régions Pacifique et océan Indien, et de partager les expériences face à des défis communs.
De plus, la COI a accueilli le « Island evening » qui a vu la participation des délégations des îles des autres régions du monde. Un événement au cours duquel l'Indianocéanie est apparue comme une région dynamique, résolument engagée pour le développement durable. « *L'océan Indien a été entendu avec force et fera désormais partie des régions modèles en terme de résilience* », a d'ailleurs déclaré Kate Brown, présidente du réseau GLISPA (Global Island Partnership).
Le congrès UICN en bref
85 motions ont été adoptées par les 1 300 membres de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature), gouvernements et société civile confondus. Par ailleurs, 14 questions mondiales de conservation ont été débattues et votées au cours des derniers jours, sur l'amélioration de la conservation de la haute mer, l'atténuation des effets du développement de l'huile de palme sur la biodiversité, la protection des forêts primaires et la fermeture des marchés intérieurs pour la vente d'ivoire, entre autres… à lire plus

http://www.nation.sc/article.html?id=251008

La COI se distingue au congrès mondial de la nature à Hawaï

Sep 13, 2016

La COI se distingue au congrès mondial de la nature qui s'est tenu du 1er au 10 septembre à Hawai, un événement qui avait réuni environ 9000 délégués des pays du monde. 85 motions ont été adoptées par 1300 membres de l'Union Internationale pour la conservation de la nature. La conservation des océans était l'un des principaux thèmes du congrès pendant lequel, la Commission de l'Océan Indien avait présente ses activités autour de la préservation et la gestion des ressources naturelles.

http://mbc.intnet.mu/article/la-coi-se-distingue-au-congres-mondial-de-la-nature-%C3%A0-hawa%C3%AF